



# **LE MOUVEMENT NATIONALISTE ALGERIEN: UN PHENOMENE SINGULIER?**

**Mémoire de géopolitique**

**Du Commandant Mourad BOUMBAR**

**dans le cadre de l'étude dirigée  
« Nations et Nationalismes »**

Directeur : M. Pierre Servent

Ancien journaliste au Monde  
Directeur de la communication de Vivendi Water

Avril 2001

GBOUMBAM2802

1. Le mouvement nationaliste algérien: un phénomène singulier?
2. Commandant (Algérie/Air) Mourad BOUMBAR
3. 26 mars 2001
4. Division C
5. Mémoire de géopolitique
6. Le nationalisme algérien constitue-t-il un phénomène singulier, ou répond-il uniquement à une logique liée à l'émergence et à l'influence du nationalisme arabe? A quand remonterait la naissance du mouvement national revendiquant une nation algérienne? La réponse à ces questions peut être cernée à travers la création en France, dans les années vingt, de l'Etoile Nord Africaine mouvement national et longtemps dirigé par le personnage charismatique de Messali Hadj.
  
7. Nationalismes, nation Algérie, Messali Hadj, Etoile Nord Africaine,.

## **SOMMAIRE**

### **PARTIE I.**

#### **LES NATIONALISMES**

La contagion des nationalismes européens.  
Le nationalisme arabe "du Golfe à l'Atlantique".  
La Nahda.

### **PARTIE II.**

#### **LE NATIONALISME INDEPENDANTISTE ALGERIEN**

Les confréries religieuses "les Zaouïas".  
Messali Hadj et l'Etoile Nord Africaine.  
La question berbère.

### **PARTIE III.**

#### **INSTRUMENTS- STRATEGIE DE LA PRISE DE POUVOIR**

Mouvement ouvrier international.  
Les courants politiques avant l'indépendance.  
Proclamation de la nation algérienne.

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	Page 1.
I. Les nationalismes.....	Page 2.
1.1. La contagion des nationalismes européens.	
1.2. Le nationalisme arabe "du Golfe à l'Atlantique".	
1.3. La Nahda.	
II. Le nationalisme indépendantiste algérien.....	Page 10.
2.1 Les confréries religieuses "les Zaouïas".	
2.2 Messali Hadj et l'Etoile Nord Africaine.	
2.3 La question berbère.	
III. Instruments- Stratégie de la prise de pouvoir.....	Page 20.
3.1. Mouvement ouvrier international.	
3.2. Les courants politiques avant l'indépendance.	
3.3. Proclamation de la nation algérienne.	
Conclusion.....	Page 28.
Bibliographie.....	Page 29.
Annexes.....	Page 30.
I. Discours de Messali au congrès de la " ligue contre l'oppression coloniale " (Bruxelles, 1927).	
II. Programme de l'E.N.A. assemblée générale (Paris mai 1933).	
III. Déclaration de Messali lors du procès de l'E.N.A (15 Janvier 1936).	
IV. Discours de Messali au stade municipal d'Alger ( 2 Août 1936).	
V. Discours de Messali après la dissolution de l'E.N.A ( Février 1937).	
VI. Déclaration de Messali devant le tribunal d'Alger (02 novembre 1937).	

## INTRODUCTION

Dans le monde arabe, l'Algérie reste certainement l'un des pays où la conscience d'être un Etat- nation est la plus forte. A ce sujet, beaucoup de questions ont intéressé les historiens et soulevé de nombreuses controverses notamment celle à dater l'avènement d'un état algérien et celle à considérer le nationalisme algérien comme un produit "exogène"<sup>1</sup> né de l'influence de la III<sup>e</sup> internationale communiste. La politique de l'assimilation reposait en grande partie sur cette thèse de la négation de la nation et de l'état national algérien préexistant à 1830.

Aussi, prenant forme dans les différents articles publiés autour de cette question, nous nous fixons l'étude de l'émergence, de l'évolution et de la singularité du mouvement national algérien, qui par sa composante la plus radicale, s'est attaché à affiner l'existence d'une nation algérienne comme base de sa doctrine et idée force de son action.

Cette étude focalisée sur la période allant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au déclenchement de la révolution de 1954, se fera particulièrement autour du personnage charismatique de Messali Hadj<sup>2</sup>. Un homme qui défendit le principe de l'indépendance de l'Algérie et de toute l'Afrique du Nord. Père du nationalisme algérien il est, pour certains, celui qui a failli à son devoir lorsqu'il opposa une fin de non-recevoir à ses militants du Parti du Peuple Algérien<sup>3</sup> (PPA) et du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD)<sup>4</sup> qui voulaient en découdre immédiatement -par les armes- avec le colonialisme français.

---

<sup>1</sup> Réédition du mouvement révolutionnaire en Algérie (Dr Ahmed Mahsas).

<sup>2</sup> De son vrai nom, Ahmed Messali, (1898-1974), il fut un adepte de la confrérie des Derkaouas.

<sup>3</sup> Parti fondé à Nanterre le 11 mars 1937.

<sup>4</sup> Interdit pendant la seconde guerre mondiale, le PPA renaîtra sous le nom de MTLD.

## I. LES NATIONALISMES

### 1.1 La contagion des nationalismes européens

Les nationalismes européens ont profondément marqué le nationalisme arabe, tout comme le socialisme dans ses différentes formes.

Dans le domaine pratique, les industries et les techniques les plus variées ainsi que les modèles de développement économique et le droit européen se sont imposés largement. Cependant, ces modèles, ces techniques, ces industries, ces codes de lois, ces nationalismes à tendance socialiste ont rarement été plaqués tels quels.

Ils ont été adoptés, adaptés, arabisés, islamisés avec plus ou moins de profondeur, et plus ou moins de succès, selon deux inspirations propres, à la fois concurrentes et interdépendantes : l'inspiration islamique et l'inspiration arabe (panarabe, nationaliste arabe).

Ainsi, le principal père du panarabisme<sup>5</sup>, Sati al Husri, affirmait inévitable la contagion des nationalismes européens dans l'Asie arabe comme dans les anciennes provinces européennes de l'Empire ottoman, les Balkans<sup>6</sup>.

Prenant en modèle les exemples allemand et italien, Sati Husri insiste en même temps sur la spécificité du nationalisme panarabe, qu'il fonde sur la langue arabe et non sur la religion musulmane.

Cette vaste nation arabe englobe à la fois la grande Syrie (Syrie, Jordanie, Liban, Israël d'aujourd'hui), l'Irak et la Mésopotamie (Irak actuel et Khouzistan, en Iran actuel), la péninsule Arabique entière avec pour cœur le Hedjaz (où se trouvent Médine et la Mecque), et l'Egypte (qui inclut le Soudan jusqu'en 1956)<sup>7</sup>. Elle englobe aussi de multiples communautés restreintes à la base confessionnelle et parfois ethnique, "patriotismes de communauté" en continuité avec les vieilles solidarités tribales caractéristiques des Arabes et, plus largement, de l'ensemble du Proche et Moyen Orient.

---

<sup>5</sup> cf.; W.L Cleveland, *The Making of an Arab Nationalist: Ottomanism and Arabism in the Life and Thought of Sati al-Husri*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1971.

<sup>6</sup> Olivier Carré, *Le nationalisme arabe : Nationalisme*, Payot, 1996, pp. 13

<sup>7</sup> cf. W.Haddad, W.L.Ochsenwald, ed., *Nationalism in a Non National State; the Dissolution of the Ottoman Empire*, Columbus, Ohio State Univ.Press,1977,pp.3-25

## 1.2 Le nationalisme arabe "du Golfe à l'Atlantique".

Dès les années 1930, le Baas (Résurrection) étend le territoire de la "Nation arabe unique, dépositaire d'une mission éternelle" (devise du parti), à l'Afrique du Nord entière, "du Golfe à l'Atlantique", selon la formule courante.

C'est en Syrie- Liban -Palestine (l'Israël et la Jordanie d'aujourd'hui ) et en Irak que se développe la pensée nationaliste panarabe, dans le sillage d'une expérience enthousiaste, brisée rapidement par la France: le "royaume arabe" indépendant de Damas, d'octobre 1918 à juillet 1920, à l'issue de la Grande Guerre et du démantèlement de l'empire ottoman allié à l'Allemagne. Après que le rêve d'un royaume arabe unifié ait été brisé par les armes françaises en 1920, le Baas les exprimera plus tard en une idéologie nationaliste panarabe élaborée, close, active.

Il mettra l'islam en sourdine ou le combattra dans ses formes traditionnelles, en l'arabisant et pour ainsi dire en le nationalisant.

Pendant les luttes nationales locales de résistance, puis d'indépendance, l'inspiration islamique reste vivace.

Au Maroc avec Abd el Krim, puis le mouvement Istiqlal (Indépendance) de Allal Al Fassi, en Algérie avec Abd el Kader puis le mouvement des Oulémas de Ben Badis, en Libye et au Soudan avec les mouvements mystiques et politiques de la Senoussiya et du mahdisme, en Egypte avec le réformisme islamique de Muhammad Abduh (mort en 1905) et de Rachid Rida (mort en 1935) puis les Frères musulmans, créés en 1928, mouvement politique assez radical, en Palestine aussi avec le mufti Amin Al Husseini, les Jeunesses musulmanes et les groupes Qassâm en Galilée (1930).

Ajoutons le puissant mouvement mystique, politique et tribal du wahhabisme de Abd Al Aziz Ibn Séoud, qui dans les années 1910-1930, unifie un royaume d'Arabie Saoudite. Le wahabisme, un mouvement de réforme islamique puritain fondé par Abd Al Wahab au XVIIe siècle, avait été contrarié par les Turcs ottomans et par l'Egypte elle-même au XIXe siècle. Sa réussite étonnante en 1922-1930 (Un printemps arabe, titrait Benoist-Méchin) eut sur l'inspiration islamique des nationalismes arabes un effet mobilisateur, comparable à celui de la "révolution islamique" d'Iran en 1978-1980.

Ce sont surtout des nationalismes locaux qui en tirèrent la leçon, dans la perspective d'une renaissance islamique mondiale. Ils n'envisageaient l'arabisme qu'en sourdine, ou même le combattaient comme un tribalisme racial opposé à la grande solidarité musulmane multiraciale et égalitaire de la Chine au Sénégal. Il n'empêche<sup>8</sup> que, dans les années 1920-1930, en Syrie, en Palestine, en Egypte même, le panarabisme militant n'est plus du tout confiné à des cercles intellectuels souvent non musulmans. Il touche largement les musulmans, intellectuels et couches plus populaires, endoctrinés par des nationalistes arabes islamiques, Kawakibi, Rida, Arslan. La renaissance musulmane passe par le réveil arabe, disent-ils. Panarabisme populaire, donc musulman.

Entre les deux guerres se manifeste une troisième inspiration politique, constitutionnaliste et parlementariste. Elle est particulièrement vigoureuse en Egypte, sous la houlette d'hommes comme Lotfi Al Sayyid<sup>9</sup> ou, moins politiques, les grands romanciers ou dramaturges Taha Hussein, Neguib Mahfouz, Toufik Al Hakim<sup>10</sup>. Cette tradition d'une pensée nationale locale parlementaire, pluraliste et laïque s'oppose au panarabisme perçu comme nécessairement lié à un pouvoir fort, conquérant et de tendance totalitaire.

D'autant qu'en ces années l'influence occidentale nationaliste, fasciste puis également nazie, est accrue par la propagande nazie dans les pays arabes. Cette propagande était efficace aussi bien dans les milieux islamiques que dans les formations nationalistes arabes ou nationalistes locales. Le mouvement Baas en subit l'influence dans ses idées nationalistes.

Depuis les indépendances politiques, à partir de 1945, le monde arabe suit l'inspiration arabiste plutôt qu'islamique. Il puise aussi des idées et projets de type autoritaire dans les mouvements communiste<sup>11</sup>s; ceux-ci assez faibles et élitaires, sont surtout actifs en Irak, Egypte et Soudan, Palestine, Liban et Israël.

---

<sup>8</sup> Ernest DAWN, *from Ottomanism to Arabism...*, Chicago, Univ. of Illinois Press, 1973

<sup>9</sup> cf. Jacques BERQUE, *L'Egypte: impérialisme et révolution*, Paris, Gallimard, 1967.

<sup>10</sup> Taha HUSSEIN, *Le Livre des jours*, trad., Paris, Gallimard, 1947. Naguig MAHFOUZ, *Trilogie: Impasse des deux palais (I), Le Palais du désir (II), Le jardin du passé (III)*, trad., Paris, Lattès, 1985-1987. Toufik AL-HAQUIM, *Un substitut de campagne: journal d'un substitut de procureur égyptien*, trad. de G. WIET, Zaki M. HASSAM, *La revue du Caire*, 1939; Paris, Plon, "terre humaine", 1978.

<sup>11</sup> Maxime RODINSON, *Marxisme et monde musulman*, Paris, Le seuil, 1974

On a parlé<sup>12</sup> de "républiques révolutionnaires" en Egypte, Syrie, Irak, Yémen, Algérie, Tunisie même, et des "monarchies modernisatrices" maintiennent une fidélité de principe à l'inspiration islamique, en Arabie Saoudite et dans les émirats du Golfe, en Jordanie et au Maroc.

Partout, l'expérience libérale et parlementaire pluraliste est éteinte par la force, et souvent avec l'enthousiasme des foules.

### 1.3 la Nahda (la Renaissance).

Exprimant une réaction nationaliste à l'échelle du monde musulman face à la domination européenne, la Nahda, est considérée comme l'acte de naissance du nationalisme dans les pays musulmans.

Incomparable ni à la réforme luthérienne, ni aux Lumières de l'Europe du XVIIIe siècle, la Nahda, perçue comme réforme religieuse et inséparable de la naissance du nationalisme arabe, a mobilisé l'islam comme facteur identitaire pour s'opposer à cette domination européenne.

Les idées de la Nahda (ou renaissance) qui tire sa substance des enseignements du théologien Ibn Taïmiya, enseignement repris par Mohamed Ben Abdelwahab et le wahabisme dès la moitié du XVIIIe siècle et dont la mise à jour sera faite par Djamel Eddine Al Afghani, Abdou et Cheikh Réda a atteint, par ondes concentriques de plus en plus larges, les confins de l'Afrique du Nord. Le cheikh Abdou fera d'ailleurs deux voyages en Afrique du Nord au début des années 1900. Mais les flux d'idées et de personnes eurent un caractère permanent entre le Moyen Orient et le Maghreb.

Dès 1911, le peuple libyen, se solidarisant avec la Turquie et le calife installé à Istanbul, mènera une lutte de résistance contre l'Italie qui déclare la guerre à la Turquie et se propose d'occuper la Libye.

Des échos de cette lutte sans merci parvenait en Algérie où l'on parlait de moudjahidines prisonniers que l'armée italienne assassinait en les larguant de ses avions. L'un des descendants de l'émir Abdelkader luttait d'ailleurs aux côtés des moudjahidine libyens.

---

<sup>12</sup> Michael C. HUDSON, Arab Politics: The Search for Legitimacy, New Haven, Yale Univ. Press, 1977.

Presque au même moment, à Istanbul, Al Afghani, Abdallah El Nadhim, égyptien transfuge de la révolte d'Orabi et un Tunisien, Ali Bach Hamba se propose de préparer une expédition pour libérer le Maghreb. Il joindra ses efforts à ceux de deux autres Tunisiens: Salah Chérif et Ismaïl Sfai, lesquels en 1915 œuvrent à partir de Berlin pour l'indépendance des pays maghrébins.

Un comité sera créé à Genève pour l'indépendance de l'Algérie et de la Tunisie et l'avènement d'une "République Nord-Africaine". En 1916, ce comité auquel s'était joint Mohammed, le frère de Ali Hamba, crée la revue "Maghreb".

La déclaration en 14 points du Président Wilson est l'occasion pour cette revue de réclamer un référendum en Algérie et en Tunisie qui, écrit elle, "ont toujours formé un seul et même pays... Ce peuple algéro-tunisien n'a pas renoncé à son indépendance...".

Le relais est pris dès 1920 avec la création du Destour de Abdelaziz Thaâbi, au niveau de la référence arabo-islamique avec une veine Salafi très marquée due aux universités de la Zitouna en Tunisie et la Qaraouiye à Fès avec le grand théologien Faqih Ben el Arabi Alaoui.

Alla El Fassi, qui va bientôt jouer un rôle prépondérant dans les événements qui conduiront à l'indépendance du Maroc, est d'ailleurs un 'alem' (savant), professeur de la Qaraouiye. Ben Badis qui, pour sa part, jouera un rôle central dans la renaissance de la langue arabe en Algérie et, plus généralement, dans la réactualisation des valeurs arabo-islamiques symbolisées par la formule "Un pays, l'Algérie; une religion, l'Islam; une langue, l'arabe", est lui aussi un 'alem' sorti des rangs de la Zitouna.

En Égypte, le parti Wafd de Saâd Zaghloul voit le jour en 1919 et mène une action pour l'indépendance du pays. L'écho des hauts faits de la résistance parvient en Afrique du Nord, attentive à ce combat pour la dignité. "Biladi, Biladi" (mon pays), ce chant de Sayed Darwich est le cri de ralliement de tout un peuple.

Repris en Algérie par les scouts musulmans, toute une jeunesse en fera le chant nationaliste par excellence.

Et les mêmes paroles, les mêmes airs dédiés à la liberté et la dignité entendus au Caire, en Syrie, au Liban, en Palestine et ailleurs dans le Moyen-Orient, seront repris en Algérie. A travers les distances, une communion s'établit, un même espoir habite les hommes et les femmes.

C'est dans cette même mouvance, signe précurseur de l'éveil d'une conscience en quête d'une manifestation plus affirmée, que voient vu le jour les mouvements des "Jeunes Tunisiens" en 1907, des "Jeunes Algériens" en 1914 et des "Jeunes Marocains" en 1919.

Ils seront relayés plus tard par le Mouvement des Étudiants Musulmans Nord-africains de Ferhat Abbas qui fera preuve d'une remarquable constance dans la revendication unitaire.

Son histoire est indissociable du mouvement national au Maghreb auquel il fournira certains de ses dirigeants les plus lucides et les plus dynamiques.

Les résolutions de son congrès de Tlemcen, tenu en 1935, témoignent de cette revendication unitaire. Sa résolution finale réclame la liberté et la préservation du culte musulman, le renforcement de l'enseignement de la langue arabe et l'étude de "l'histoire de l'Afrique du Nord dans les écoles primaires publiques...".

Ces mesures, "ne visent pas à créer une unité factice, non et non. Nous nous employons, par contre, à susciter une unité ancienne que l'histoire a enregistré et dont elle a témoigné. La finalité est le développement de la conscience de l'unité nationale de l'Afrique du Nord qui se fonde sur une mentalité unifiée, une religion unique et des sentiments communs".

Durant cette maturation politique, deux monuments historiques vont jouer un rôle déterminant. Le premier moment se situe en 1930 avec la promulgation du dahir berbère soustrayant les berbères à la juridiction musulmane.

Cette promulgation coïncide avec les fastes de la célébration à Alger du centenaire de la prise d'Alger, alors qu'en Tunisie se tient le Congrès Eucharistique de Carthage. Le colonialisme signe ainsi sa triple agression culturelle: - Rif (terre de conquête chrétienne) est sillonné par des missionnaires;- Enfants habillés en croisés défilent dans les rues de Tunis et à Alger, un peuple assiste aux fastes d'un événement humiliant.

Tout le monde musulman se dresse contre ce dahir. Un dahir qui, en Algérie, évoque dans les mémoires la vaine tentative de christianisation poursuivie par le cardinal Lavigerie et les pères blancs. La vague de protestations orchestrée par l'Étoile Nord Africaine, le Destour et les milieux nationalistes marocains, entraînera une rectification au dahir en 1934. La triple agression culturelle et la réaction qu'elle provoque dans les trois pays nord africains aboutira à une restructuration du mouvement national.

Le second moment historique est constitué par la deuxième guerre mondiale dont les conséquences détermineront le mouvement de libération nationale.

C'est après la défaite en 1940 de la France que les trois pays d'Afrique du Nord prendront le relais dans la poursuite de la guerre aux côtés des alliés. Le rôle des soldats nord africains dans les combats d'Afrique du Nord, d'Italie et de France-soldats nord-africains provoquera un saut important dans la conscience nationale.

En 1943, se constitue au Maroc le Parti de l'Istiqlal présidé par Allal El Fassi. En 1946, le Néo-Destour tunisien se restructure. En Algérie, le mouvement des Amis du Manifeste voit le jour en 1944. L'idée de l'indépendance est alors reprise par toutes les familles politiques, à l'exception du Parti Communiste.

Les événements de mai 1945 produisirent une fracture définitive. La question du recours à la violence pour réaliser l'objectif ultime de l'indépendance fut, en partie, tranché à ce moment au sein du P.P.A. et au MTLD en 1947 .

Certaines dates doivent retenir l'attention. Elles marquent les étapes d'une ascension, d'un déterminisme qui conduira à l'indépendance des trois pays d'Afrique du Nord.

En cette même année 1945 marquée par les massacres du Constantinois en Algérie, la Ligue Arabe voit le jour. L'année 1947 voit la création de l'État d'Israël alors que 1948 enregistre la défaite des armées arabes. C'est un autre défi qui se pose aux Arabes.

Il va peser lourd dans l'avenir de la région qui ne connaîtra plus la paix. Les développements de cette confrontation s'étendront de plus en plus, affectant même le Maghreb.

Cependant 1947 est aussi l'année de la création de l'État Islamique du Pakistan.

Dès 1946 et la création de la Ligue Arabe, des dirigeants nationalistes tunisiens vont commencer à s'établir au Caire, initiant une démarche qu'emprunteront les uns après les autres, tous les dirigeants nationalistes du Maghreb. Habib Thameur, Youssef Rouisi, Rachid Driss seront bientôt suivis par Bourguiba, Allai El Fassi, Abdelkhalek Torres du Rif et Chadli Mekki du PPA algérien.

L'arrivée au Caire de l'émir Abdelkrim en 1947 va donner une impulsion importante au regroupement des Maghrébins pour la revendication de l'indépendance. Il forme, avec les autres dirigeants nationalistes, un Comité de Libération du Maghreb.

La charte adoptée réaffirme l'appartenance du Maghreb à l'Islam et au monde arabe.

Ainsi le nationalisme qui a évolué à partir de la Nahda, comme mouvement politico-religieux, s'est scindé en deux grandes tendances: le nationalisme culturel et le nationalisme politique.

Le nationalisme, dans les pays musulmans sera marqué par cette tension structurelle entre deux pôles, l'un se focalisant sur l'authenticité (asala), l'autre sur la modernisation.

Il ne s'agit pas de deux nationalismes distincts, mais plutôt des deux faces du même nationalisme.

Selon, l'anthropologue anglais Ernest Gellner, la Nahda, perçue comme une réforme religieuse, est inséparable de la naissance du nationalisme arabe:

"L'une de ces nombreuses autoréformes successives [de l'islam] coïncide pratiquement avec la naissance du nationalisme arabe moderne, et il est très difficile de les séparer. Il semble que l'émergence de la nation et la victoire du mouvement de la réforme fassent partie d'un seul et même processus. "

## II. LE NATIONALISME INDEPENDANTISTE ALGERIEN.

Pour certains, le tournant du nationalisme algérien se situerait en 1938 et que jusque là, les élites algériennes n'avaient le fait national algérien et recherchaient une assimilation dans la France.

L'argument présenté est l'écrit de Ferhat Abbas du 23 avril 1936, paru dans la revue "l'entente" "Si j'avais découvert la nation algérienne, je<sup>13</sup> serais nationaliste. Et cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts; j'ai visité les cimetières: personne ne m'en a parlé."

A la brutalité de la déclaration une des répliques les plus connues: celle de Ibn Badis passée à la postérité, liée au postulat de Ferhat Abbas:

"Nous aussi avons cherché dans l'histoire et dans le présent, nous avons constaté que la nation algérienne musulmane s'est formée et existe, comme se sont formées les nations de la terre encore existantes. Cette nation a son histoire illustrée des plus hauts faits. Elle a son unité religieuse et linguistique. Elle a sa culture, ses traditions et ses caractéristiques, bonnes ou mauvaises, comme il en est de toutes les nations sur terre... Nous disons ensuite que cette nation algérienne musulmane ne peut être la France, ne veut être la France..."

Pour bien cerner l'origine et les raisons de l'émergence du nationalisme algérien, il nous paraît important, de restituer dans le contexte de l'époque certaines données, qui nous paraissent incontournables.

Tout d'abord, si nous devons expliciter les raisons de l'absence d'un fait national antérieur pendant deux millénaires, la réponse serait qu'historiquement l'Algérie a été constamment gouvernée par l'étranger et que le peuple algérien avait une tendance profonde à rester au stade de la tribu.

---

<sup>13</sup> Quarante-huit ans après, pour mettre terme à cette polémique, Ferhat Abbas s'en expliquera qu'il entendait à l'époque "répliquer aux thèses coloniales du journal le Temps. Il fallait comprendre le moi comme collectif et non personnel. J'ai simplement dit que si le peuple algérien ne se reconnaissait pas dans l'œuvre de la France, elle resterait précaire et fragile".

Pour bien comprendre cet état d'esprit, il est utile de se référer encore une fois à ce qu'avait écrit Ferhat Abbas: "Il [Le peuple] ne veut pas que la loi soit l'expression de la volonté de tous. Il décapite son élite au fur et à mesure de sa formation. Ainsi repart-il toujours de zéro. Cette conception médiévale de l'Etat est un handicap certain."

## 2.1 Les confréries religieuses, les Zaouïas

Avec l'affrontement du pouvoir turc à Alger, la résistance s'organisa autour des confréries religieuses. Ce sont elles qui vont devenir l'âme de cette résistance, respectant en cela une longue tradition. En 1830, et alors que commence l'ère de l'occupation coloniale, ce sont les confréries, et autour d'elles tout un peuple, qui organisent la résistance au colonialisme.

L'origine de ces confréries remonte au VIII<sup>e</sup> siècle, alors que des croyants musulmans, engagés dans le djihad, décidèrent de se rassembler en un ribat (lieu), dans un lieu choisi pour y mener une vie consacrée exclusivement à Dieu et pour combattre dans sa voie. Le ribat est d'ailleurs à l'origine des ordres religieux qui se multiplièrent par la suite dans la chrétienté. De ribat, dérive le nom de Marabout (lié), ce nom ayant donné lieu, du reste, à Rabat, l'actuelle capitale du Maroc. Au XV<sup>e</sup> siècle, la notion de ribat prit une grande ampleur au Maghreb, et, sous l'impulsion de chefs spirituels, de nombreuses confréries virent le jour: Tidjaniya, Rahmaniya, Derqaoua, Qadiriya, Djazouliya, Senoussiya.

Furent également créées des maisons-mères ou zaouïas. La zaouïa est une véritable institution. C'est autour d'elle que s'ordonne la vie de la région: lieu de prière, de Dikr (rituel de litanies particulières à chaque zaouïa, à chaque ordre religieux), on y dispense aussi un savoir religieux, et en premier lieu, l'apprentissage du Coran. Mais c'est là aussi que se règlent les conflits qui surgissent au sein de la communauté et que s'organisent tous les travaux communs. Les zaouïas rayonnaient à travers tout le pays et, parfois, hors des frontières, par des institutions relayant la maison-mère, par les Moqqadems, (messagers) aux Khouans (disciples). Elles établirent un véritable maillage de tout le corps social du pays.

Néanmoins, les confréries religieuses, leurs pratiques religieuses et le contenu de l'Islam qu'elles véhiculent ont fait problème. Elles ont donné lieu à un débat qui se poursuit de nos jours encore, bien qu'elles se rattachent à de grands noms, de Salihines (saints), respectés de tous. Le fait de certaines pratiques, aggravé parfois par un charlatanisme, comme les visites aux mausolées, les élevant en instance suprême, en intercesseurs auprès de Dieu, enfreint au dogme essentiel du Tawhid (l'Islam de l'Unité). Aussi, le problème qui se posait était le suivant, fallait-il accorder la priorité à la lutte contre le colonialisme, ou s'attaquer d'abord à purifier le dogme, et, par voie de conséquences, à affronter les confréries? Aujourd'hui, la réponse est connue, l'histoire a déjà tranché.

Ces distorsions n'ont pas empêché les confréries religieuses et surtout leurs disciples, de rejoindre massivement les rangs de la révolution armée du 1er novembre 1954 dont l'ossature fut surtout campagnarde. Le mysticisme populaire distillé par les zaouïas et dans lequel baignaient les campagnes algériennes, constitua un levier puissant en faveur de la lutte armée, et cela dès les débuts de la révolution.

Au rôle joué par les confréries religieuses, il est important d'évoquer le personnage important de l'une d'elles, l'émir Abd El Kader<sup>14</sup> de la confrérie de la Kadiriya à l'Ouest algérien.

En avril 1832, après qu'eut lieu la fédération des différentes et la proclamation du djihad contre les troupes coloniales, la première résistance sera menée pendant dix sept ans par l'émir Abd El Kader.

Des stances de la veine populaire, conservées par la mémoire collective, exaltent le combat: "C'est moi qui suis El Hadj Abdelkader, fils de Mahieddine, il importe peu que vous sachiez mon nom, je ne vise point la grandeur... Je ne veux aucun des prestiges auxquels vous pensez... Nous entrerons dans Alger, nous chasserons l'infidèle...". Les dirigeants français tenteront alors de s'attaquer à la notion même du djihad, de la vider de son contenu. Grâce à Léon Roches, l'un des transfuges français ayant rejoint l'émir, allant jusqu'à un simulacre d'islamisation avant de fuir et d'apparaître pour ce qu'il était en réalité: un espion français, une fatwa put être obtenue des universités de la Zitouna et d'El Azhar.

---

<sup>14</sup> Abd el Kader Nasr eddine, quatrième fils d'Abd el Kader Mahiedine, né en mai 1807 sur les rives de la rivière Hammam située dans la commune de Ghriss, non loin d'Oran.

Elle était rédigée ainsi: "Quand un peuple musulman dont le territoire a été envahi par les infidèles, les a combattus aussi longtemps qu'il a conservé l'espoir de les en chasser, et quand il est certain que la continuation de la guerre ne peut amener que misère, ruine et mort pour les musulmans, sans aucune chance de vaincre les infidèles, ce peuple, tout en conservant l'espoir de secouer leur joug avec l'aide d'Allah, peut accepter de vivre sous leur domination, à la condition expresse qu'ils conserveront le libre exercice de leur religion et que leurs femmes et leurs filles seront respectées".

Cette fatwa, qui a trouvé des oulémas pour accepter de l'écrire, ne produira pas les effets escomptés.

## 2.2 Messali Hadj et l'Etoile Nord Africaine

Pour savoir quand, comment et pourquoi Messali Hadj est devenu le chef du mouvement national, il faut étudier de très près ses Mémoires<sup>15</sup>, connaître la ville de Tlemcen où il a vécu jusqu'à vingt ans, Bordeaux où il a séjourné comme militaire de 1918 à 1921, Tlemcen ensuite, pendant deux ans jusqu'à son départ à Paris où il devient deux ans plus tard, le secrétaire général de l'Etoile Nord- Africaine.

Le jeune Hadji a passé toute sa jeunesse à Tlemcen, qui avait conservé, malgré l'intrusion coloniale, le cadre et le mode de vie d'une cité musulmane qui fut au moyen âge, la capitale du royaume Abdalwadide. Messali Hadj était issu d'une famille modeste, d'origine koulougli et affiliée à la confrérie des Derqâoua.

Il fréquente l'école franco-arabe Descieux qu'il doit quitter à dix ans pour gagner sa vie. Il navigue d'un métier à l'autre : apprenti coiffeur, cordonnier, gardien de magasin puis commis dans une fabrique de tabac où il apprend à coller des vignettes.

A quatorze ans, il revient à l'école qu'il quitte en 1916 sans avoir obtenu le certificat d'études, véritable barrage pour limiter l'entrée des indigènes dans la fonction publique.

La jeunesse de Messali a été marquée par les fièvres qui ont agité la ville :

- le projet de conscription pour les Algériens musulmans, El Askarya qui crée une profonde émotion et pousse des centaines de Tlemceniens à l'exode en Orient<sup>16</sup>,
- la conquête de la Tripolitaine turque par l'Italie et les deux guerres balkaniques,
- la conquête du Maroc et les préparatifs des jeunes pour la guerre de revanche contre l'Allemagne en Europe,
- l'application rigoureuse du Code de l'indigénat et l'aggravation des conditions matérielles, juridiques et sociales de la population musulmane<sup>17</sup>.

Très jeune, il fréquente la zaouia derqâoua dirigée par Hadj Mohamed Ben Yelles. Messali retiendra de la tariqa (méthodologie) qui lui est enseignée, que les derqâoua n'admettent pas les injustices et qu'ils doivent toujours combattre l'oppression, les armes à la main s'il le faut.

Messali n'oubliera jamais que l'important pour un derqâoui, même devenu permanent du parti communiste, ce n'est pas la gloire, la richesse, les honneurs ou le pouvoir mais la vérité, la justice et la liberté<sup>18</sup>.

De la guerre, en 1916, il étudie les événements, dégage les idées générales puis il les expose à la zaouia, à ses proches et à ses amis.

C'est ainsi qu'il suit de près la guerre en Europe, en Méditerranée et dans les Balkans ainsi que la révolution russe.

A ce sujet, les trois idées fortes qui se dégagent dans ses mémoires est que: "La guerre mondiale est le fait des puissances impérialistes européennes pour la conquête de territoires et le dépeçage de l'empire ottoman, que la révolution russe est une révolte du peuple russe organisé dans les soviets contre le régime tsariste et la guerre et que le problème algérien est lié à celui des autres pays."

Quand il part à l'armée, c'est un homme marqué par l'école la zaouia et la vie pratique, avec une compréhension de la situation internationale.

---

<sup>15</sup> Les mémoires de Messali ont été publiées en 1982 dans l'édition Lattes en attendant la publication intégrale et scientifique des 17 cahiers manuscrits qui forment les mémoires.

<sup>16</sup> L'exode de Tlemcen in C.R.Ageron. Les Algériens musulmans et la France (1871-1919), Paris, PUF, 1968; L'exode de Tlemcen en 1911. Publication officielle du gouvernement général. Rapport et annexes.

<sup>17</sup> Les Mémoires.

<sup>18</sup> Les Mémoires.

A Bordeaux où il se trouve en garnison, il rencontre beaucoup d'Algériens, Tunisiens, Marocains, Malgaches, Africains, Indochinois. Messali Hadj transformera son poste de garde en un club de lecture et de discussion, « une mini zaouia ».

Devenu caporal puis sergent à Bordeaux, Messali est révolté par l'application du Code de l'indigénat à l'armée, mais plusieurs événements le marqueront : la victoire de la révolution d'octobre et la formation de la république des Soviets, le Congrès de Tours, qui donnera naissance au Parti communiste français (PCF), la grève générale de 1920, la révolte des marins de la Mer noire et trois faits majeurs : -la révolte du général turc Mustapha Kemal contre les impérialistes européens ;-l'alliance financière, politique, diplomatique et militaire entre la Russie soviétique de Lénine et Mustapha Kemal ; - le discours de Lénine au Congrès des peuples de l'Orient de Bakou, capitale de la république musulmane soviétique turque d'Azerbaïdjan<sup>19</sup>.

En 1923, de retour à la vie civile à Tlemcen, Messali refuse la condition sociale d'un « indigène » dans l'Algérie coloniale. Il prend aussi les limites du programme et de l'action de l'émir Khaled et du mouvement « Jeune algérien » ainsi que du mouvement syndicaliste, socialiste et communiste d'Algérie.

Un événement considérable occupera par la suite l'horizon du Maghreb : la lutte de l'émir Abd el krim, "notre précurseur" diront Ho Chi Min et Mao Tsé Toung. Le 20 mars 1926, Hadj Ali Abdelkader, Hassan Issad, Si Djilani et Messali Hadj fondent l'Etoile Nord-Africaine (ENA). A cette date, 8.000 maghrébins, surtout des Algériens, étaient membres de la Confédération Générale du Travail Unifiée (CGTU).

En avril-mai, plusieurs discussions se tiennent au sein de la Sous Commission nord africaine (SCNA) et de la Commission coloniale centrale (CCC) sur le programme et les structures de l'Etoile. Le 14 juillet, Hadj Ali, membre du Comité directeur du PCF et président de l'Etoile développe les thèmes exposés dans l'Ikdam (l'audace) de Paris : l'abrogation du Code de l'indigénat, l'exercice des libertés démocratiques, l'application des lois sociales aux musulmans, mais la référence à l'indépendance des trois pays de l'AFN a disparu. En août, Messali est nommé secrétaire général de l'ENA et chargé de la propagande, de l'organique et du travail syndical algérien dans la CGTU.

Il devient aussi permanent du PCF. Pendant les mois qui suivent, Messali implante fortement l'Etoile à Paris et dans la région parisienne.

En janvier 1927, l'Assemblée Générale de l'Etoile adopte un programme en huit points, dont l'objectif principal n'était plus l'indépendance mais la suppression des abus du régime colonial dans les trois pays d'Afrique du Nord.

L'Étoile Nord Africaine, tout d'abord proche du parti Communiste, s'en démarquera, affirmant plus nettement les thèses indépendantistes, alors qu'à l'origine elle avait été créée pour "la défense des intérêts matériels, moraux et sociaux des musulmans nord africains".

Dissoute en 1929 parce qu'elle revendiquait l'indépendance pour l'Afrique du Nord, elle reprit son activité en 1935 pour être à nouveau dissoute le 26 janvier 1937. "L'Étoile, dira Charles André Julien, se distingua des autres partis indigènes par une doctrine à base essentiellement religieuse. . . qu'elle propagea par son journal publié en français "El Ouma".

L'assemblée générale du 18 mai 1933 précisa son programme.

Sur le plan religieux, elle proclama la fraternité et l'unité de l'Islam, affirmée par ses délégués au Congrès Islamo-Européen de Genève du 12 septembre 1935.

Sur le plan national, elle revendiqua la reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle.

La situation qui se développe en Afrique du Nord va conduire l'Étoile Africaine à redoubler d'efforts dès 1933. Des manifestations se déroulent en Tunisie contre les naturalisés français, également à Rabat et à Fès contre la promulgation du dahir berbère qui tenta de soustraire les berbères à la législation islamique.

L'Algérie ne fut pas en reste avec des manifestations à la suite d'une interdiction aux oulémas de prêcher dans les mosquées.

---

<sup>19</sup> Les Mémoires.

A l'Assemblée générale qui se tint en mai 1933, des statuts furent élaborés, et un programme adopté, il fut retenu ceci: "Notre programme... doit être considéré par nous comme un pacte national liant l'ensemble de la population musulmane algérienne, travaillant avec dévouement et abnégation pour la défense de nos intérêts, nos revendications immédiates et l'indépendance de notre pays. Pour notre salut, pour notre avenir, pour occuper une place digne de notre race dans le monde, jurons tous sur le Coran et par l'islam de travailler avec acharnement pour sa réalisation et pour son triomphe final."

En 1934, lors d'un meeting organisé à Paris, l'Étoile Nord-Africaine fait voter une motion qui dit en particulier: "Les musulmans nord-africains, au nombre de 3500 le 19 août 1934, après avoir entendu l'exposé des divers orateurs, approuvons sans réserve l'action de l'Étoile Nord Africaine et nous nous déclarons prêts à la soutenir par tous les moyens." C'est aux cris de: "A bas le code infâme de l'indigénat! A bas les lois d'exception! A bas la commune mixte du mouchardage de la rue Le Comte! Vive la lutte émancipatrice des musulmans nord africains! Vive l'indépendance de l'Afrique du Nord! Vive l'Islam!" que le meeting prendra fin.

L'action de l'Étoile, initiée en France, va se transplanter sur le terroir nord-africain en éclatant sous la forme de Néo-Destour en Tunisie, de l'Action Marocaine au Maroc et du Parti du Peuple Algérien (P.P.A.) créé le 11 mars 1937. Le P.P.A. sera d'ailleurs presque aussitôt dissout et ses dirigeants, dont Messali, arrêtés.

La coloration arabo-islamique plus prononcée du P.A.A. et de l'Association des oulémas qui est créée en 1931 est, pour une grande part, due à l'influence de Chekib Arslan qui entretient des rapports suivis avec les mouvements nationalistes et religieux en Afrique du Nord.

Nul plus que lui ne contribua à répandre l'idée que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sont des éléments de la communauté musulmane à laquelle l'unissent la religion, la langue et la culture". En vérité, Chekib Arslan, qui fut grand à bien des égards, ne répandit point cette idée. Il ne fit qu'œuvrer à sa résurgence, spectaculairement.

Car, de l'émir Abdelkader à El Mokrani et Cheikh El Haddad, de Bouziane des Zaatchas à Boumaza du Dahra, à Bouamama et les Ouled Sidi Cheikh, à tant et tant d'autres pour finir à Messali et cheikh Ben Badis, cette idée était la même.

Mahfoud Kaddache dans son livre Histoire du nationalisme algérien, énonce cette vérité relativement au rapport du contenu idéologique du discours de l'Étoile et de l'influence de Chekib Arslan: "...Cette approche du nationalisme arabe, sa prudente réserve à l'égard du communisme sont importantes, à notre avis, si l'on veut saisir la complexe évolution du nationalisme algérien qui puisait sa source idéologique dans les deux courants, prolétaire et spirituel. Les travailleurs émigrés formés au dur combat de la réalité ouvrière, restaient sensibles au message qui venait de ce qui représentait leur passé et leur attachement à la civilisation arabo-islamique. Ce qui évoquait Damas, Bagdad et le Caire restait pour eux sacré.

### 2.3 la question berbère

Tenant compte de l'importance numérique et politique des militants kabyles à la naissance du mouvement nationaliste, il est permis de s'interroger sur l'absence de propos concernant la question berbère. Question qui va pourtant prendre dans l'histoire ultérieure du nationalisme, notamment le MTLD une place particulière.

Membres majoritaires, dans la fondation à Paris, en 1926 de l'Etoile Nord Africaine (ENA) tout comme la très grande présence de militants, il n'échappe ainsi à personne le rôle politique et culturel qu'a tenu l'émigration kabyle dans la revendication de l'indépendance de l'Afrique du Nord.

Qualifiée par certains d'"Etoile Algérienne" ou même d'"Etoile Kabyle", au vu de sa composition, cette association prônait la thèse d'une Algérie algérienne, une idée de rassemblement sans exclusivité aucune. Pour ce faire, afin de rallier la population arabophone la présidence échoira à Messali Hadj, en remplacement de Rabah Belghoul arrêté en Algérie.

Le rôle a sa genèse dans l'histoire de la région d'origine, la Kabylie, et aussi dans une mesure moindre à cause de la politique d'acculturation française. En effet, l'émigration précoce des Kabyles a été un des facteurs de prise de conscience identitaire.

Au niveau psychologique, l'exil et l'éloignement ont rendu plus clair la perception de sa différence et donné une visibilité accrue dans la définition de l'identité. Au niveau politique, le mouvement syndical auquel ils ont participé dans la région parisienne, le Congrès des ouvriers Nord-Africains de 1924, leur a permis d'avoir accès à toute une littérature de contestation, celle des idéologies révolutionnaires de l'époque.

Aussi le danger que représentaient la modernité et la colonisation a mûri le choix d'une contre-culture efficiente.

D'ailleurs, la conscription forcée lors de la première Guerre Mondiale, la destruction de la république du Rif en 1926, par l'alliance franco-espagnole et tous les événements historiques survenus à cette époque charnière, où des mouvements d'émancipation ont concouru incontestablement à la maturation des options politiques, sociales et culturelles des Kabyles.

### III. INSTRUMENTS - STRATEGIE DE LA PRISE DE POUVOIR

#### 3.1 Mouvement ouvrier international

Le mouvement du nationalisme s'est d'abord renforcé dans l'immigration où se trouvait un grand nombre d'algériens à la recherche d'un travail. S'étant retrouvés à côté d'ouvriers français, le contact a permis de prendre conscience des problèmes de classe et ce grâce au syndicat et au mouvement ouvrier international et le mouvement communiste mondial en raison de son anti colonialisme.

Ce mouvement reconnaissait les nationalités, les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et considérait comme un phénomène éminemment positif les guerres de libération nationale. Il appelait même le prolétariat des pays colonialistes à soutenir les mouvements de libération nationale parce que s'inscrivant dans la lutte anti-impérialiste et contre la domination de la bourgeoisie.

Le mouvement communiste va créer, par la suite l'équivoque. Lorsque sur le plan international devant la montée du nazisme et du fascisme, il va penser à mettre en place une alliance contre le fascisme et l'hitlérisme.

Il opérera ce qu'il appellera un recul tactique sur le plan idéologique en ne manifestant pas le même soutien aux mouvements de libération nationale dans les colonies à l'exception de l'Indochine et de la Chine en raison des personnalités d'Ho-Chi-Min et de Mao. Partout ailleurs, il y aura du confusionnisme. Ce dernier amènera par exemple le Parti Communiste Algérien (PCA) à s'allier aux Oulémas et Ferhat Abbés à soutenir le projet Blum violette qui constitue un projet assimilassioniste élitiste et une négation de la Nation puisque Maurice Thorez lui-même à Alger avait dit la Nation algérienne en formation.

En 1924, Messali rencontre à l'issue d'un meeting Hadj Ali Abd El Kader, membre du Comité central du PCF et candidat aux élections législatives. Les deux hommes sympathiseront et Messali s'informerait des activités de la commission coloniale du PCF, prendra connaissance des journaux, tracts et brochures. Il étudiera les cours de l'école de cadres du PCF de Bobigny que lui procurera Hadj Ali, ainsi que les livres marxistes dont les lectures sont recommandées.

Si l'on se reporte aux passages des Mémoires relatifs à cette période, on voit que Messali connaissait fort bien la doctrine marxiste sur l'impérialisme, la question nationale et coloniale, l'Etat, l'exploitation capitaliste et le syndicalisme. Messali s'engage davantage quand le PCF mène une lutte effective contre la guerre du Rif.

Il participera à une cellule d'Algériens du PCF et prononcera son premier discours au printemps 1925 à la Maison des syndicats devant 200 travailleurs nord-africains, surtout des Algériens.

Reprenant les thèses du Congrès de Bakou sur l'Orient, il parlera de l'Islam ( le Califat) et de la civilisation musulmane et il préconisera la mobilisation des peuples colonisés pour s'émanciper. Hadj Ali fera des réserves sur le discours de Messali, car pour lui, l'émancipation sociale et politique des peuples colonisés passe d'abord par la construction de l'Internationale Communiste.

Pendant l'été 1925, Messali se rend à Tlemcen. Il établit la liaison entre les cercles de ses amis qui ont maintenu des liens réguliers avec lui, avec les Algériens de Paris, liés au PCF : c'est la première expression du mouvement nationaliste algérien. Après son retour en France, Messali devient militant de la CGTU et sympathisant du PCF.

On a compté de nombreux militants communistes au début de l'existence de l'ENA, qu'ils abandonnèrent à partir de 1928, date à laquelle il s'avéra que les options politiques fondamentales divergeaient et que l'idéologie communiste n'avait guère de chance de triompher parmi ces travailleurs nationalistes expatriés.

Certes, si le P.C.F et la CGTU ont mis à la disposition de l'association naissante de sérieux moyens, ils n'ont pu cependant encadrer, ni incorporer les émigrés qui, dans leur grande majorité, étaient bien plus sensibilisés aux objectifs nationalistes et aux enseignements de l'Islam.

Fortement implanté dans le mouvement ouvrier français (les travailleurs algériens furent toujours affiliés à la CGTU puis à la CGT jusqu'en 1956), Messali a construit les partis qu'il a dirigés sur le modèle communiste mais non stalinien.

Il combinait à la fois la centralisation et la démocratie avec le principe de l'élection à tous les niveaux ainsi que la tenue des Congrès locaux, fédéraux et nationaux.

Messali était reconnu comme le chef politique, le Zaïm, mais qui respectait la loi du parti (il fut à plusieurs reprises mis en minorité) et s'employait à résoudre de façon pacifique les crises internes ; c'est ainsi que dans la lutte contre la répression ou contre les bandes fascistes de Doriot, le PPA a toujours fait appel aux militants, organisés dans un service d'ordre discipliné, sans jamais constituer de groupes armés spécialisés.

Messali répétait sans cesse qu'il fallait s'organiser, sans éprouver cependant de fétichisme à l'égard du parti, toujours considéré comme un outil, d'où la facilité avec laquelle le parti était reconstruit sous un sigle nouveau, après chaque interdiction. En dehors de l'organisation centrale, l'ENA-PPA-MTLD s'appuyait sur des couronnes : les scouts, les medersas, les réseaux de solidarités traditionnelles et les journaux : El Ouma, le Parlement algérien, Maghreb al Arabi, l'Algérie libre, la Voix du Peuple et le Cri du Peuple (par référence à l'anarchiste Auguste Blanqui, l'enfermé).

La stratégie pour la conquête du pouvoir est toujours la même : la mobilisation des couches les plus larges pour arracher les revendications, même les plus partielles, en posant toujours le problème de l'indépendance.

Messali considérait que l'émancipation du peuple algérien ne serait pas l'œuvre de spécialistes, mais du peuple lui-même. Mettant ce principe en application, le PPA-MTLD favorisa l'auto organisation des masses, créant ainsi une pédagogie de la démocratie.

Deux exemples : - le mouvement développé dans le cadre des AML où pour la première fois, les couches les plus larges se mobilisèrent sur le mot d'ordre central de l'additif au Manifeste qui préconisait des élections libres à une Assemblée Constituante, - les élections municipales de 1947 qui reproduisirent dans un le cadre de l'Algérie du statut, le mouvement des AML, pour une Assemblée Constituante. Par cette méthode, le PPA-MTLD a fait la démonstration que le peuple algérien était acquis à la modernité comme à la démocratie.

### 3.2 Les courants politiques algériens avant l'indépendance

Depuis le début du siècle, des organisations, relativement diversifiées, tentaient de modifier le statut colonial de l'Algérie.

Qu'elles soient à la base assimilationnistes, comme les Jeunes Algériens ou nationalistes, à l'instar de l'Etoile nord-africaine, elles vont être absorbées ou éliminées par le FLN au nom de la guerre de libération nationale.

L'implication de musulmans dans la vie partisane en Algérie se limite la plupart du temps aux fédérations locales des partis et syndicats français, à l'exception du mouvement Jeunes Algériens.

Malgré ses divisions, le mouvement gardera le même cap dont l'aboutissement est le Manifeste du peuple algérien, texte publié en 1943 qui pose le principe d'un Etat algérien autonome, reconnu et protégé par la France.

Les Amis du Manifeste, dissous en 1945, deviennent l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA) et restent fidèles à l'idée fédéraliste. Mais l'UDMA ne recrute pas : sa modération et son légalisme détournent d'elle notamment la jeunesse intellectuelle.

Les partis politiques algériens, au sens moderne du terme, prennent forme base du nationalisme.

C'est le Mouvement des Oulémas (docteurs de la Loi) qui a contribué à la naissance d'une conscience nationale en prônant un retour aux valeurs et à la culture musulmanes. Il se fédère en 1931 en une Association des Oulémas réformistes. La mort en 1940 de son chef de file sonne le déclin du mouvement.

Le Parti Communiste Algérien, né officiellement en 1936, et de ce fait le plus vieux parti algérien, est l'héritier de la Fédération algérienne du Parti Communiste Français. Composé d'Européens et de musulmans, le PCA perdra du terrain, faute d'avoir intégré l'indépendance du pays à son programme.

La naissance d'un parti nationaliste structuré est l'œuvre de Messali Hadj.

Ce dernier, et à travers lui l'Etoile nord-africaine, en appellera à la constitution d'un Etat musulman et prolétarien.

Sa découverte du nationalisme panarabe l'éloignera des communistes. Mais la diffusion de thèmes nationalistes et sociaux entraîne la dissolution de l'Etoile nord-africaine en 1937. Messali riposte par la création du Parti du peuple algérien (PPA). Des attaques seront menées contre Messali Hadj le faisant passer pour un agent de l'étranger, d'Hitler ou de Mussolini.

A ce sujet, il écrira dans le journal "El Ouma" du n°48 en date du 20 mars 1937, intitulé : la propagande fasciste en Méditerranée et en pays arabes" Que l'on ne se trompe pas sur la propagande fasciste et qu'on ne la sous-estime pas, car l'Italie fait une politique islamique pour ses propres intérêts ; mais il est autant de l'intérêt français que du notre de savoir parer à ce danger par une politique de compréhension, de meilleure collaboration..."

Comme Bourguiba, Messali n'a jamais cru à la victoire de l'Allemagne national-socialiste. Et il ne l'a jamais voulue, contrairement à nombre de militants nationalistes radicaux, les uns fascinés par la puissance organique et symbolique du régime hitlérien, les autres hypnotisés par l'opportunité d'en finir avec la situation coloniale, dans et par l'alliance avec l'ennemi de l'ennemi.

Messali n'a pas cédé pour autant à la tentation du « loyalisme », et aux pressions réitérées du Gouvernement Général, bien que ce dernier ait tout fait pour le rallier à Vichy, à Pétain, et à son paternalisme d'Empire. Il n'a rien cédé sur l'essentiel, en dépit des risques encourus, y compris celui d'une lourde condamnation par le Tribunal militaire.

Interdit pendant la seconde guerre mondiale, le PPA renaîtra sous le nom de Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD).

Son programme, sur fond de populisme lié à un islamisme volontiers moralisateur : Constituante algérienne et indépendance totale de l'Algérie, assortie d'une profonde réforme sociale.

Le MTLD ne tarde pas à être confronté au dilemme de tous les partis en situation coloniale : action légale ou insurrectionnelle ? L'ampleur de la répression de 1945 a convaincu Messali de la nécessité de l'action légale. Mais les partisans de l'illégalité au sein du MTLD imposent en 1947 la création d'une Organisation Spéciale (OS) chargée de préparer secrètement l'insurrection. Elle est démantelée en 1950.

Des crises internes au MTLD ne tardent pas à le faire exploser. Les opposants aux méthodes autoritaires de la direction du MTLD entendent orienter le parti dans un sens moins strictement prolétarien et islamique, et le faire sortir de son isolement. Le conflit devient ouvert entre "messalistes" et "centralistes".

Au printemps 1954, quelques militants du MTLD, la plupart anciens membres de l'OS, créent le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA) destiné à préparer une insurrection. En octobre 1954, le CRUA est remplacé par un mouvement politique, le Front de Libération Nationale (FLN), doté d'une armée, l'ALN. En 1955, la direction de la rébellion est profondément transformée. Ses trois chefs historiques sont morts. C'est Abbane Ramdane qui s'impose, jusqu'à sa mort en 1957, comme la personnalité dominante du FLN.

Il œuvre à l'élaboration d'un programme politique et d'une idéologie directrice, à la structuration accrue des organes politiques et militaires du Front, à l'extension à toutes les couches de la société algérienne d'un combat mené jusqu'ici par la seule paysannerie.

En d'autres termes, il s'agit pour lui d'ériger le FLN en représentant exclusif du nationalisme algérien.

Ses idées inspirent la plate-forme politique du Congrès de la Soummam, tenu en août 1956. Au nombre des principes, celui de la collégialité est peut-être le plus original. Il n'a jamais été remis en question jusqu'à l'indépendance.

Le ralliement des modérés est effectif et définitif en 1956. Les Oulémas apportent au mouvement une caution religieuse et morale.

Le PCA accepte les exigences du FLN, à savoir l'intégration pure et simple des ses militants dans l'ALN. Mais il refuse de disparaître en tant que parti et parvient, dans les grands centres urbains, à maintenir une organisation autonome. La méfiance réciproque sera persistante, qui s'explique côté FLN par un vieux fond anticommuniste propre au nationalisme algérien.

Restent les messalistes : bien qu'étranger à l'insurrection de novembre 1954, le MTLD est dissous après les attentats. Messali voit dans dirigeants du FLN des renégats et fonde en décembre 1954 le Mouvement national algérien (MNA) dont il entend placer la lutte sur le même plan que son rival.

### 3.3 Proclamation de la nation algérienne

Du 10 au 15 février, le Congrès de fondation de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale au palais d'Egmont se tient à Bruxelles, en présence de 175 délégués, dont 107 venus de 37 pays coloniaux. Impulsé par le Comintern, il vise à créer «un mouvement anti-impérialiste de masse » à l'échelle mondiale.

Hadj Ali, Chadly Kheirallah, Hassan Mattar et Messali représentent l'Etoile. Messali rencontre Jawâharlâl Nehru (Inde), Mohamed Hatta (Indonésie), Lamine Senghor (Sénégal), Chekib Arslan (Congrès musulman de la Mecque, lié au Comintern)...

Dans son intervention, Messali expose le programme de l'Etoile, mais précédé par une intervention de quinze minutes, qui frappera l'auditoire par le caractère radical du procès fait au colonialisme français. Messali réclame l'indépendance de l'Algérie, une assemblée élue au suffrage universel et une armée nationale, après le retrait des troupes françaises d'occupation. A l'issue du Congrès, Messali est élu au Comité exécutif provisoire du présidium de la Ligue anti-impérialiste.

Le PCF exprimera son désaccord avec le discours de Messali à Bruxelles, différent du programme de l'Etoile adopté en janvier : celui-ci établissait une coupure entre les revendications immédiates qu'il était possible de satisfaire dans le cadre de l'Algérie française et le programme politique (l'indépendance, l'abrogation du régime colonial), repoussé à des jours lointains.

En plaçant en tête de son discours l'indépendance et en établissant une liaison étroite, organique, entre les deux parties du programme, Messali ne faisait qu'appliquer à l'AFN, les thèses des premiers Congrès de la IIIème Internationale, où la question nationale ne constituait qu'une étape dans un combat aboutissant à la victoire mondiale du communisme sur le capitalisme.

Le discours de Bruxelles est historique parce que pour la première fois, l'indépendance de l'Algérie a été proclamée dans une instance internationale avec un contenu bien précis : la formation de la nation algérienne par des élections libres à une Assemblée constituante, dans un mouvement conduisant à l'unité des trois pays d'Afrique du Nord.

Messali a aussi dégagé une stratégie, que nous aborderons plus loin, pour la conquête du pouvoir et les instruments de cette conquête.

A partir de Bruxelles, chaque lutte pour la plus infime des revendications impulse un processus de mobilisation très large pour arracher l'indépendance et fonder l'Etat algérien sur les principes de la démocratie.

S'il existe une continuité entre le combat de l'Etoile et celui menés par le peuple algérien depuis l'émir Abdelkader, c'est le discours de Bruxelles qui constitue l'acte de naissance du nationalisme algérien et c'est Messali Hadj, et lui seul, son fondateur.

Il s'agit d'un fait original, un acte qualitativement différent de toutes les insurrections passées, car il ne s'agit plus de la résistance d'un peuple à l'oppression mais de sa constitution en nation souveraine sur les décombres de l'Algérie coloniale.

C'est pourquoi depuis le discours de Bruxelles, Messali Hadj sera considéré par les colonialistes, les partis staliniens et tous ceux qui refusaient que le peuple algérien se constitue en nation souveraine, comme l'homme à abattre. C'est pour la même raison que Messali a été occulté de l'histoire.

## CONCLUSION

Si la nation algérienne est une nation jeune, il n'en demeure pas moins que le fort désir de constituer une unité culturelle et politique remonte bien avant l'indépendance. Face à la déstructuration de la société algérienne, Tocqueville en 1846 a écrit "nous avons rendu la population musulmane plus barbare qu'elle ne l'était", il y a eu une volonté de reconstruction d'une identité algérienne.

Aux débuts du XX<sup>e</sup> siècle, deux principales tendances émergeront :

- la première posera l'islam comme moyen et comme fin, qualifié de "nationalisme culturel", donnant naissance à l'islam politique tel qu'il s'est exprimé chez les ulémas en Algérie dans les années vingt et trente ;
- la seconde tendance, le "nationalisme politique", empruntera ses formes et son discours à l'Occident, exprimant ainsi un nationalisme local se donnant comme objectif de créer un Etat moderne, respecté sur le plan international. D'une manière générale, c'est particulièrement vrai pour l'Algérie.

A l'origine, le prix du sang versé aux deux guerres mondiale, celui qui marque l'intégration, le nationalisme sous sa forme moderne est né en 1925 au moment où l'Etoile Nord Africaine se trouva alliée du mouvement ouvrier international.

Les premières manifestations d'émancipation seront exprimées en France à la source d'une vague d'émigration.

Parmi les facteurs ayant influé considérablement sur le programme de l'Etoile Nord Africaine, on citera : le climat révolutionnaire de Paris, la révolution russe et les premières manifestations de nationalistes égyptiens et syriens.

Enfin, si la Nahda est considérée comme l'acte de naissance du nationalisme arabe, le discours à Bruxelles de Messali Hadj de février 1927 est celui du nationalisme algérien. Son fait original est celui d'un acte différent, de toutes les insurrections passées et de la résistance d'un peuple à l'oppression, et ce par sa constitution en nation souveraine.

Références bibliographiques

ERNEST RENAN, Qu'est ce qu'une nation ?, édition Agora

ALAIN DIECKHOFF, La nation dans tous ses états, édition Flammarion

G. HERMET, Histoire des nations et du nationalisme, édition du Seuil

OLIVIER CARRE, Le nationalisme arabe, édition Payot

OMAR CARLIER, Entre nation et Jihad.

LUIS MARTINEZ, Identités nationales et état dans l'espace méditerranéen.

Ouvrage collectif

Messali Hadj, Parcours et témoignages, édition Casbah.

ANNEXE. I  
DISCOURS DE MESSALI AU CONGRES  
DE LA " LIGUE CONTRE L'OPPRESSION COLONIALE "  
(Bruxelles 10-15 février 1927).

L'impérialisme français s'est installé en Algérie, par la force armée la menace, les promesses hypocrites, il s'est emparé des richesses naturelles et de la terre, en expropriant des dizaines de milliers de familles qui vivaient sur leur sol du produit de leur travail.

Les terres expropriées ont été cédées aux colons européens, à des indigènes agents de l'impérialisme et aux sociétés capitalistes. Les expropriés ont été obligés de vendre leur bras aux nouveaux propriétaires du sol s'ils voulaient continuer de vivre. Des populations qui vivaient dans un état de prospérité qu'elles n'ont pas aujourd'hui, l'impérialisme en a fait des affamés, des esclaves et cette expropriation s'est faite comme partout sous le signe de la civilisation.

C'est au nom de cette soi-disant civilisation que toutes les traditions, toutes les coutumes, toutes les aspirations des populations indigènes sont foulées aux pieds. Bien loin d'apporter à ce pays l'aide qu'il aurait pu utiliser pour se développer, l'impérialisme français a joint à l'expropriation et à l'exploitation, la domination politique, la plus réactionnaire, privant les indigènes de toute les libertés de condition, d'organisation, de tous droits politiques et législatifs ou bien n'accordant des droits qu'à une toute petite minorité d'indigènes corrompus.

A cela, s'ajoute l'abâtissement systématique obtenu par l'alcool, l'introduction de nouvelles religions, la fermeture des écoles de langue arabe existant avant la colonisation et enfin, pour couronner son œuvre, l'impérialisme enrégimente les indigènes dans son armée en vue de poursuivre la colonisation, pour servir dans les guerres impérialistes et pour réprimer les mouvements révolutionnaires dans les colonies et dans la Métropole.

C'est contre cette politique coloniale, contre cette oppression que les populations laborieuses d'Afrique du Nord ont mené et mènent encore une action permanente par tous les moyens dont elles disposent, pour atteindre l'objectif qui renferme leurs aspirations de l'heure présente : l'indépendance nationale.

Cent années de colonisation :

Depuis 1830, l'expropriation et l'oppression systématique et brutale ont conduit la population algérienne non pas dans la voie du progrès mais l'esclavage. Aujourd'hui, deux millions huit cent mille hectares des meilleures terres, soit en surface, soit en sous-sol, sont la propriété des européens capitalistes. Des familles indigènes expropriées ont dû vendre leurs bras aux nouveaux propriétaires du sol ou émigrer dans les centres urbains.

Le droit d'être citoyen est seulement réservé à une petite minorité d'indigènes qui ont été "assimilés" par l'impérialisme français. Seuls les Européens et les privilégiés indigènes peuvent élire leurs représentants dans les assemblées. C'est-à-dire que 540 000 européens et quelques dizaines de mille d'indigènes élisent leurs représentants et 3 millions c'est-à-dire la majorité de la population n'ont aucun droit. Par contre ils doivent payer les impôts et faire le service militaire.

Dans le domaine culturel, la colonisation fait aussi son œuvre, 516 écoles avec 35 000 élèves indigènes donnant l'enseignement en langue française doit suffire à une population de cinq millions d'indigènes. Par contre pour huit cent mille européens il y a 1200 écoles. Les écoles libres en langue arabe ont toujours été défendues. L'accession des indigènes à l'instruction supérieure est quasi impossible.

Si l'on ajoute à tout cela le recrutement militaire obligatoire des indigènes d'Algérie dans l'armée de l'impérialisme français pour une durée de service de 6 mois supérieure aux français, contingent veut porter l'effectif d'après les nouveaux projets militaires du gouvernement français de 45 000 à 180 000 pour mieux servir les buts de l'impérialisme français, alors on aura un tableau objectif de ce que représentent cent années de "civilisation française" en Algérie.

La population d'Algérie exploitée et opprimée est en lutte permanente contre l'impérialisme français pour se libérer de son joug et conquérir l'indépendance.

Les revendications des Algériens :

L'Etoile Nord-Africaine, qui représente les intérêts des populations laborieuses de l'Afrique du Nord, réclame pour les Algériens l'application des revendications suivantes et demande au Congrès de les faire siennes :

- L'indépendance de l'Algérie ;
- Le retrait des troupes françaises d'occupations ;
- La constitution d'une armée nationale ;
- La confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées, et la remise de la terre confisquée aux paysans qui en ont été frustrés. Retour à l'état algérien des terres et forêts accaparées par l'état français.

Ces revendications essentielles pour lesquelles nous combattons, n'excluent pas l'action énergique immédiate pour arracher à l'impérialisme français :

- L'abolition immédiate du Code de l'Indigénat et des mesures d'exception ;
- L'amnistie pour ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction à l'indigénat ;
- Liberté de presse, d'association, de réunion ; droits politiques et syndicaux égaux à ceux des français qui sont en Algérie ;
- Le remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un parlement algérien élu au suffrage universel ;
- Assemblées municipales élues au suffrage universel ;
- Accession à l'enseignement à tous les degrés, Création d'écoles en langue arabe, Application des lois sociales ;
- Elargissement du crédit agricole au petit fellah, etc... .

Ces revendications n'ont de chances d'aboutir que si les Algériens prennent conscience de leurs droits et de leurs forces, s'unissent et se groupent dans leurs organisations pour les imposer au gouvernement français.

ANNEXE. IIPROGRAMME DE L'E.N.A. ASSEMBLEE GENERALE  
(PARIS MAI 1933).Première partie :

- 1- Abolition immédiate de l'odieux code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exceptions ;
- 2- Amnistie pour tous ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction à l'indigénat ou pour délit politique ;
- 3- Liberté de voyage absolue pour la France et pour l'étranger ;
- 4- Liberté de presse, d'association, de réunion, de droits politiques et syndicaux ;
- 5- Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un parlement algérien élu au suffrage universel ;
- 6- Suppression des communes mixtes et des territoires militaires. Remplacement de ces organismes par des Assemblées Municipales élues au suffrage universel ;
- 7- Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction. Fonction égale- traitement égal pour tous ;
- 8- L'instruction obligatoire en langue arabe. Accession à l'enseignement à tous les degrés. Création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes officiels doivent être simultanément publiés en langue arabe et française ;
- 9- En ce qui concerne le service militaire, respect intégral de la sourate Coranique, verset qui dit "Celui qui tue délibérément un Musulman est voué à l'enfer durant l'éternité et mérite la colère et la malédiction ;
- 10- Application des lois sociales et ouvrières. Droit de chômage aux familles algériennes en Algérie et allocations familiales. Octroi immédiat des assurances sociales ;
- 11- Elargissement du crédit agricole aux petits fellahs, organisation plus rationnelle de l'irrigation. Développement des moyens de communication. secours non remboursables du gouvernement aux victimes de famines périodiques.

Deuxième Partie :

- 1- L'indépendance totale de l'Algérie ;
- 2- Le retrait total des troupes d'occupation ;
- 3- Constitution d'une armée nationale ;

## Gouvernement national révolutionnaire :

- 1- Une assemblée constituante élue au suffrage universel ;
- 2- Le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie ;
- 3- La langue arabe sera considérée comme langue officielle ;
- 4- La remise, en toute propriété à l'état algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics, accaparés par les conquérants ;
- 5- La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières, et la remise de la terre confisquée aux paysans. Le respect de la moyenne et petite propriété. Le retour à l'état algérien des terres et forêts accaparées par l'état français ;
- 6- L'instruction gratuite, obligatoire à tous les degrés en langue arabe ;
- 7- La reconnaissance par l'état algérien du droit syndical, de coalition et de grève, l'élaboration par lui des lois sociales ;
- 8- Aide immédiate aux fellahs par l'affectation à l'agriculture de crédits sans intérêt pour l'achat de machines, de semences et d'engrais, organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communication etc.

ANNEXE. IIIDECLARATION DE MESSALI LORS DU PROCES DE L'E.N.A  
(15 JANVIER 1936).

Monsieur le Président, l'Etoile Nord-Africaine n'est pas une organisation paramilitaire, ayant un colonel à sa tête et obéissant à des sociétés financières et des marchands de canons.

Depuis sa création, juin 1926, jusqu'à aujourd'hui, ni à travers toute sa propagande et ses nombreuses réunions, elle n'a jamais eu aucune bagarre, ni mort, ni blessé, et cela malgré des provocations, par exemple, interdiction de nos fêtes et réunions à la dernière minute.

L'Etoile Nord-Africaine groupe des Musulmans nord-africains, pour revendiquer la liberté de presse, de réunion, d'association, et lutte pour l'indépendance totale de l'Afrique du Nord. En fait et en droit, elle ne porte nullement atteinte à l'intégrité du territoire national français, ni atteinte à la forme du régime républicain.

Le Maroc et la Tunisie ne sont pas des territoires français, leur pleine souveraineté est respectée par les traités. Dans une clause du Traité du Bardo, il est dit que les Français se retireraient après le calme rétabli, et il en est de même pour le Maroc ; la présence de la France dans ces deux pays, n'est et ne devrait être qu'une assistance pour aider ces Etats à recouvrer leur entière indépendance.

Par conséquent, pour le Maroc et la Tunisie, l'Etoile Nord-Africaine, que j'ai l'honneur de présider, ne peut tomber sous le coup des nouvelles lois et décrets-lois.

Quant à l'Algérie, qu'il me soit permis de dire qu'elle n'est pas française, Monsieur le Président, et ceci pour plusieurs raisons, car, juridiquement, le territoire national de la France se limite, au sud, par la frontière naturelle, la Méditerranée. Au-delà de la Méditerranée, c'est l'Algérie, qui appartient aux Algériens et qui est territoire algérien. L'Algérie est bien en Afrique du Nord, et la France en Europe.

L'Algérie a son passé historique, politique, elle a eu ses poètes, ses historiens, ses géographes, et ceci, les Algériens le savent bien, et tous, nous travaillons pour donner à notre pays sa véritable figure, et tirer ce peuple de la misère et de l'obscurantisme dans lequel il est plongé après un siècle de colonisation. La justice de n'importe quel pays ne peut oublier ces considérations.

L'Algérie a été conquise militairement, mais notre cœur est toujours resté entièrement algérien, et, tous, nous aspirons à notre émancipation et notre indépendance totale.

Aussi, au nom des principes wilsoniens, qui ont donné tant d'espérance aux peuples opprimés, et qui reconnaissent la liberté aux peuples à disposer d'eux-mêmes nous sommes, nous, Nord-Africains, qui avons laissé sur le champs de bataille de 14 à 18, plus de 200 000 morts, en droit de déclarer franchement, l'aspiration suprême de 6 millions d'hommes ; aspiration qui se traduit pour nous, par notre libération nationale.

On ne peut indéfiniment maintenir un peuple sous le régime odieux que nous subissons. Dans notre pays, on est traité comme des étrangers. Le code de l'Indigénat nous place au rang des esclaves. Nous ne connaissons de la civilisation, au nom de laquelle on s'est emparé de notre pays, que le percepteur, le gendarme et la prison. Il y a, maintenant, en Algérie, un million d'enfants qui ne trouvent pas de place à l'école. L'ignorance, le fanatisme entretenus par des agents de la colonisation font régner une longue nuit sur notre pays. La déportation des hommes qui protestent contre ce régime, et l'expropriation de nos bonnes terres, au profit des colons est chose courante en Algérie. Je peux dire, sans craindre de me tromper, Monsieur le Président, qu'en Afrique du Nord, il n'y a point d'humanité pour 18 millions d'Arabe.

Il y a des français qui ne sont pas des nationalistes algériens, ni communistes, qui ont écrit et flétri ce que nous subissons, et, pour ne citer que l'éminent journaliste du Petit Parisien, et qui se dit encore pour la colonisation, M. Louis Roubaud, qui a écrit un livre sur l'Afrique du Nord, où il condamne et reconnaît un problème angoissant.

ANNEXE. IVDISCOURS DE MESSALI AU STADE MUNICIPAL D'ALGER.  
( 2 AOUT 1936)

"Messieurs, mes frères,

Au nom de l'Etoile Nord-Africaine je vous apporte le salut fraternel, la solidarité des 200 000 Nord-Africains qui résident en France. Par respect à notre langue nationale, la langue arabe que nous chérissons tous et que nous admirons et aussi pour la noblesse de ce peuple algérien, brave, généreux, j'ai tenu à m'exprimer, après un exil de douze ans, en ma langue maternelle, devant vous : je suis heureux et profondément satisfait de pouvoir, aujourd'hui, prendre contact officiellement avec vous et profiter de l'occasion qui m'est offerte pour vous dire combien je suis à la fois heureux et ému de poser mon pied sur le sol de nos ancêtres et de vous dire combien j'ai souffert dans mon âme d'avoir été longtemps éloigné de ma Patrie."

Après avoir salué l'assistance en langue arabe, Messali présenta en français l'historique de l'Etoile Nord-Africaine et précisa la politique de son organisation :

"Certes, nous approuvons les revendications immédiates, qui sont modestes, légitimes, qui se trouvent dans la charte revendicative qui a été présentée au gouvernement du Front Populaire, et que nous appuierons de toutes nos forces pour les voir réalisées, malgré leurs faiblesses, car la revendication la plus petite, la plus intime nous intéresse au plus haut point parce qu'elle contribuera à soulager la misère de cette malheureuse population.

Ici, je prends l'engagement, au nom de mon organisation devant le vénérable cheikh Ben Badis, de faire tous ce qu'il est humainement possible pour appuyer ces revendications et pour servir la noble cause que nous défendons tous. Mais nous disons franchement, catégoriquement, que nous désapprouvons la charte revendicative, quant au rattachement de notre pays à la France et la représentation parlementaire.

autorité centrale. Mais ce rattachement a été la conséquence d'une conquête brutale, suivie d'une occupation militaire qui repose présentement sur le 19ème corps d'armée, et auquel le peuple n'avait jamais donné son adhésion.

Or, le rattachement dont il est question dans la charte revendicative est demandé volontairement, au nom d'un congrès qui, soi disant, représente l'humanité du peuple algérien.

Il y a par conséquent une différence fondamentale entre le rattachement de notre pays, acquis contre notre volonté, et le rattachement volontaire accepté de plein gré au congrès qui s'est tenu le 7 juin, à Alger (Congrès bâclé en trois heures de temps). Nous sommes nous aussi les enfants du peuple algérien et nous n'accepterons jamais que notre pays soit rattaché à un autre pays contre sa volonté ; nous ne voulons sous aucun prétexte, hypothéquer l'avenir, l'espoir de liberté nationale du peuple algérien.

Cet avenir appartient à la génération qui vient et c'est à elle seule qu'appartient le droit de décider comment elle entend diriger son sort et sa destinée. Nous sommes aussi contre la représentation parlementaire pour de multiples raisons. Et nous sommes pour la suppression des délégations financières, du gouvernement général et pour la création d'un parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion.

Ce parlement national algérien étant sur place, travaillera sous le contrôle direct du peuple et pour le peuple. Nous pensons, quant à nous, que c'est là le seul moyen pour permettre au peuple algérien de s'exprimer librement et franchement, à l'abri de toute oppression et intrigue administrative.

Il ne m'est pas possible, en si peu de temps, de dire à ce peuple généreux d'Algérie, tous ce que je voudrais lui dire, j'ai déjà dépassé le temps qui m'a été limité par l'honorable délégation, cependant je voudrais attirer votre attention en vous demandant, mes frères, de comprendre, de réfléchir et de bien examiner, sans emportement, le problème de notre pays qui se joue devant vous. Quoique très fatigué et déprimé par une traversée pénible, je viens à l'instant de descendre du bateau, je ne voudrais pas quitter cette tribune avant vous exprimer toute ma joie, toute mon émotion de me retrouver parmi vous, sur de notre Patrie.

Enfin, avant de conclure mon intervention, je remercie l'honorable délégation qui a bien voulu me laisser parler à cette tribune.

J'ai entendu, tout à l'heure, les orateurs qui m'ont précédé ; dire avec combien d'égards et de bienveillance ils ont été reçus en France par le gouvernement du Front Populaire, je ne veux pas discuter ou amoindrir l'atmosphère dans laquelle cette réception s'est déroulée mais je dis que le peuple algérien se doit d'être vigilant. Il ne suffit pas d'envoyer une délégation présenter un cahier de revendications, ni trop se leurrer sur les réceptions et attendre que les choses se réalisent toutes seules. Mes frères, il ne faut pas dormir sur vos deux oreilles maintenant et croire que toute l'action est terminée, car elle ne fait que commencer.

Il faut bien vous organiser, vous unir au sein de vos organisations pour être forts, pour être respectés, et pour que votre voix puissante puisse se faire entendre de l'autre côté de la Méditerranée.

Pour la liberté et la renaissance de l'Algérie, groupez-vous en masse autour de votre organisation nationale, l'Etoile Nord-Africaine, qui saura vous défendre et vous conduira dans le chemin de l'émancipation.

Je termine en criant : A bas le code de l'indigénat ! A bas la loi d'exception et la haine des races.

ANNEXE. VDISCOURS DE MESSALI APRES LA DISSOLUTION DE L'E.N.A.  
(FEVRIER 1937).

"Grande fut notre stupeur à la lecture de la presse annonçant la dissolution de l'E.N.A. Grande aussi fut la stupeur de tous les Nord Africains, de la région parisienne à la province la plus reculée. Nous étions vraiment loin de nous attendre à une pareille mesure appliquée par un gouvernement issu du rassemblement populaire, dont nous sommes membres et auquel nous avons prêté serment, dès la première heure, au même titre que les autres partis et organisations le composant. Rien ne justifie la décision prise à notre égard, nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été contre la France, au contraire, et de cela nous n'avons fourni maintes preuves orales et écrites. Certes nous sommes contre certaines politiques, contre certains actes qui ne nous semblent pas devoir être favorables au peuple algérien : un français qui s'élève contre l'action du gouvernement est-il donc considéré comme susceptible de porter atteinte au prestige du pays ? Cela serait probablement sous un régime totalitaire, directorial, mais Dieu merci, la France est encore une démocratie, du moins le croyons-nous. Nous avons toujours reconnu combien la tâche du gouvernement de M. Léon Blum, était difficile, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Et pour cette raison, fidèles à la parole que nous avons donnée au rassemblement populaire, nous n'avons jamais gêné l'action du gouvernement dans la mesure où celui-ci restait fidèle au serment du 14 juillet. Cependant il est un grand nombre de réformes que nous voudrions voir appliquer sans retard et dont voici les principales :

- Abolition du code de l'indigénat et de toutes les lois d'exception
- Réforme du code forestier
- Développement de l'enseignement arabe et français
- Création d'écoles rurales
- Suppression des arrêtés saisis ordonnés par le fisc
- Création d'une caisse de chômage et organisation de la lutte contre la misère
- Développement d'un réseau médical et sanitaire à travers l'Algérie
- Augmentation du pouvoir d'achat des algériens par un réajustement des salaires
- Application des lois sociales et ouvrières
- Application d'un programme de grands travaux pour aider à la résorption du chômage.

Y a-t-il parmi ces revendications quelque chose de choquant, quelque chose qui indique une mesure Anti-française ?

Certes nous réclamons l'octroi des libertés démocratiques, nous voulons la constitution d'un parlement algérien élu au suffrage universel, mais nous entendons bien atteindre ce but grâce à la collaboration intime des algériens. Nous ne travaillons pas pour jeter les français à la mer, ainsi que nous l'avons affirmé, nous ne travaillons pas non plus contre l'influence française ni contre les intérêts de la France en A.F.N. Nos attaques visent uniquement le colonialisme, ses exigences inhumaines et ses erreurs. Nous travaillons en prévision de l'avenir logique de l'Algérie pour que le peuple algérien puisse participer à la direction économique, politique et administrative de son pays : l'israélite, le musulman et le français se trouvant alors sur le même pied d'égalité... Il faut tous de même reconnaître que si, hier, ayant lutté contre des gouverneurs et des partis politiques hostiles à l'évolution normale du peuple algérien, nos campagnes étaient parfois un peu dures, bien que justes, nous avons depuis la venue au pouvoir de M. Léon BLUM, en considération du pacte de rassemblement populaire, adapté nos polémiques à la situation nouvelle. Tous les partis composant le Front Populaire, le PC en particulier pourraient-ils en dire autant ? Dois-je rappeler qu'on n'a pas hésité non seulement à nous admettre, mais encore à faire ostensiblement état de notre présence dans maintes manifestations du Front Populaire. Alors ? nous ne comprenons plus la raison de la décision gouvernementale qui réside à notre avis, premièrement dans l'attitude prise par les élus algériens, type Ben Djelloul, contre l'E.N.A. et deuxièmement dans les attaques que la presse de droite n'a cessé de diriger contre nous, attaques qui n'ont la plupart du temps rencontré dans des journaux de gauche qu'un incompréhensible silence. Les uns disent que nous sommes communistes, les autres fascistes. Nous affirmons, nous, que nous ne sommes ni l'un ni l'autre, mais simplement des algériens décidés à arracher nos légitimes revendications à un colonialisme que nous avons l'espoir de croire mort... Cependant nous voulons croire que les responsables d'une mesure injustifiée comprendront leur grande erreur, comprendront qu'il est des marches en avant que rien ne saurait arrêter."

ANNEXE. VIDECLARATION DE MESSALI HADJ DEVANT LE TRIBUNAL D'ALGER

(02 NOVEMBRE 1937).

Monsieur le Président,

Je tiens à donner lecture de la présente déclaration pour faire connaître ce que je pense réellement, et ne pas être jugé sur des rapports policiers inexacts ou de fausses interprétations de mon action. Je désire que la justice soit saisie officiellement de mes conceptions politiques.

Tout d'abord je proteste énergiquement contre l'inculpation d'excitation à des désordres ou manifestations contre la souveraineté française, et aussi contre l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute.

J'ai, au courant de ma propagande, aussi bien en France qu'en Algérie, exposé le programme du Parti du Peuple algérien, ainsi que les moyens d'action pour œuvrer à sa réalisation. Je n'ai jamais déclaré qu'il "fallait jeter les Français à la mer". En aucun cas, dans aucune réunion, je n'ai poussé mes auditeurs à agir par la violence ; au contraire, j'ai toujours dit avec précision que la réalisation de la charte politique doit s'accomplir dans le cadre de la légalité et avec l'aide effective de la France.

Notre principale revendication politique est certes la création d'un "Parlement Algérien", mais il ne faut pas oublier que celui-ci existe à travers les délégations financières, malheureusement d'une façon anti démocratique. Nous demandons sa transformation en une assemblée algérienne élue au suffrage universel sans distinction de races ni de religions. Je déclare que les intérêts du peuple français et du peuple algérien sont liés.

En ce qui concerne les attaques dont je suis l'objet, les insinuations qu'on répand par la presse dans certains milieux politiques, tendant à me faire passer pour un agent de l'étranger, d'Hitler ou de Mussolini, je déclare avec force, flétrir toutes ces attaques, reposant sur des allégations fausses et mensongères. A ce sujet, j'ai déjà écrit plusieurs articles dans le journal " EL Ouma", et notamment celui du n° 48 en date du 20 mars 1937, intitulé : " La propagande fasciste en Méditerranée et en pays arabes", qui dit : "Que l'on ne se trompe pas sur la propagande fasciste et qu'on ne la sous-estime pas, car l'Italie fait une politique islamique pour ses propres intérêts ; mais il est autant de l'intérêt français que du nôtre de savoir parer à ce danger par une politique de compréhension, de meilleure collaboration. La France ne doit pas ignorer la véritable situation des Nord-Africains devant les promesses que le fascisme fait miroiter à leurs yeux, la France du Front Populaire va-t-elle s'obstiner à maintenir sa politique actuelle ? Laissera-t-elle le code de l'indigénat, les lois d'exception, continuer à servir contre les autochtones ? Refusera-t-elle toujours les libertés démocratiques au peuple algérien ? Nous pensons quant à nous, que c'est bien le moment pour le Gouvernement du Front Populaire de commencer à gagner la confiance et l'amitié des populations musulmanes en se penchant sur leur sort et en faisant droit à leurs revendications immédiates, ainsi qu'en pratiquant une politique de liberté et d'émancipation.

Nous n'avons aucun goût, ni pour le fascisme ni pour l'impérialisme, nous aimons la liberté, la démocratie et nous repoussons de toutes nos forces toute servitude et toute oppression. La politique de méfiance, de crainte et d'hésitation à notre égard doit, dans l'intérêt commun de nos deux peuples, disparaître et faire place à une ère meilleure d'entente et de collaboration. Nous disons que le moment est grave, mais bien auparavant nous avons tenu ce même langage et nous avons tendu la même main. Nous voulons être compris, et surtout voir se réaliser nos légitimes revendications. Serons-nous entendus ? Serons-nous écoutés ? Espérons-le. C'est l'intérêt général qui le veut, pour ne pas dire qu'il l'exige".

J'ajoute qu'à Genève, j'ai eu l'occasion de faire partie d'une délégation qui a été reçue par le Président en exercice de la Société Des Nations. Nous étions venus protester contre l'agression de Mussolini, vis-à-vis de l'Ethiopie. En outre, j'ai été élu membre du Comité National Amsterdam- Pleyel contre la guerre et le fascisme.

Aussi au risque de me répéter, je déclare encore une fois de plus que le moment est trop grave et qu'il est de l'intérêt de tous de se rapprocher, de se comprendre par une politique sincère, franche, capable de gagner la confiance et de l'Algérie Musulmane, et de l'Islam.

A l'heure où vous me jugez, au nom de mon parti, au nom de mes frères inculpés, je dépose entre vos mains cette déclaration. Elle est l'expression exacte de ma pensée ; je ne la laisserai déformer par aucune intrigue et par aucun mensonge.